



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
xx juillet 2008
Français
Original : espagnol

Deuxième session ordinaire de 2008

8-12 septembre 2008, New York

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

PNUD

**Projet de descriptif de programme de pays
pour le Venezuela (2009-2013)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1	2
I. Analyse de la situation	2–6	2
II. Coopération passée et enseignements tirés de l'expérience	7–11	4
III. Programme proposé	12–17	5
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme	18–20	7
Annexes		
1. Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Venezuela (2009-2013)		8
2. Acronymes et sigles		14



Introduction

1. Le Programme pour le Venezuela (2009-2013) a été élaboré en prenant en compte le Plan stratégique du PNUD pour 2008-2011, le Programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour la même période et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) correspondant au Venezuela. Il se fonde également sur les priorités nationales établies dans la Constitution vénézuélienne de 1999; les lignes directrices du Plan national pour la période 2007-2012 (www.gobiernoenlinea.ve); et le bilan commun de pays (BCP) (<http://www.undg.org/docs/8999/CCA-Venezuela-2006.doc>). Le Programme a été conçu dans la perspective du développement humain, avec l'aval du Gouvernement vénézuélien, et a retenu comme questions intersectorielles le renforcement des capacités nationales, les perspectives des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, la coopération Sud-Sud et la gestion axée sur les résultats.

I. Analyse de la situation

2. Depuis 2005, le Venezuela a connu une croissance annuelle moyenne de 9,7 % (http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/8/32598/LCG2356B_2.pdf), due essentiellement à la remontée des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Du coup, les recettes publiques ont augmenté et le compte courant de la balance des paiements a enregistré un solde positif conséquent. La faiblesse des taux d'intérêt internationaux a entraîné une augmentation des dépenses budgétaires intérieures, mais les politiques sociales et la redistribution des revenus vers les tranches les plus faibles ont contribué notablement à l'expansion de la demande intérieure. Toutefois des inégalités sociales subsistent encore dans le pays, dont les racines sont historiques. Le principal défi est d'assurer la croissance économique et de promouvoir un modèle de développement fondé sur la diversification du système de production, l'intégration d'importants groupes sociaux au processus de production et la réduction de la pauvreté et des inégalités.

3. Les inégalités, qu'elles soient régionales, de revenus, d'accès aux biens et aux services, de niveaux d'instruction ou de conditions de travail, touchent divers aspects de la vie des Vénézuéliens et ont une incidence sur leurs possibilités d'emploi et la qualité de leur vie. Quelques indicateurs mettent en lumière ces inégalités : en 2007, les revenus de près de 80 % de la population étaient inférieurs à la moyenne nationale; les 20 % les plus pauvres de la population se sont partagé 5,1 % du revenu des ménages par habitant, alors que les 20 % les plus riches avaient en partage 47,7 % de ce même revenu (<http://www.ine.gob.ve/pobreza/CGOquintiles.asp>). Selon les données récentes concernant la pauvreté, son recul a enregistré un net progrès. Par exemple, entre 1997 et 2007, le nombre de foyers vivant en dessous du seuil de la pauvreté a diminué de plus de 28 % (<http://www.ine.gob.ve/pobreza/LIhogares.asp>). Mais les politiques sociales peuvent faire progresser encore davantage les processus d'insertion et l'extension de la couverture. Une couverture des programmes sociaux plus étendue sur le territoire national et dans les zones rurales aurait un impact remarquable sur la réduction de la pauvreté. Les foyers des zones rurales consacrent plus de 60 % de leurs dépenses à l'alimentation alors que ce poste de dépenses représente moins de 25 % pour les foyers situés dans la zone métropolitaine de Caracas (<http://www.bcv.org.ve>).

4. De grands défis sont encore à relever dans le domaine de l'égalité des sexes. Entre 1990 et 2005, le taux de participation économique des femmes a progressé de 35,6 % à 55,2 % mais cette intégration s'est faite dans des conditions d'inégalité. Alors que les femmes représentent 40,1 % de la population active, c'est dans le secteur parallèle (informel) de l'économie qu'elles ont trouvé le plus de possibilités d'emploi. Le taux de chômage visible est plus élevé chez les femmes (13 %, contre 10,8 % chez les hommes), de même que leur temps d'attente avant d'obtenir un nouvel emploi (9,45 mois en moyenne pour les hommes contre 20,62 mois pour les femmes) (<http://www.undg.org/docs/8999/CCA-Venezuela-2006.doc>). Dans l'ensemble, la rémunération moyenne perçue par les hommes est supérieure, quel que soit le groupe professionnel considéré. S'agissant de l'éducation, la participation féminine est plus importante à tous les niveaux; mais la qualité de l'enseignement, de même que les stéréotypes et la discrimination à l'égard des filles, posent problème. Enfin, l'un des problèmes les plus graves est celui de la mortalité maternelle : au Venezuela, le nombre de décès maternels dus à des causes liées à la grossesse, à l'accouchement et à la période postnatale est de 57,8 pour 100 000 naissances vivantes (http://www.undg.org/archive_docs/5896-Venezuela_MDG_Report.pdf).

5. La violence a augmenté au Venezuela et depuis 2002, les actes de violence (y compris les accidents de tout type, homicides, suicides et autres types de mort violente) sont la première cause de mortalité générale, avec un taux de 96,3 décès pour 100 000 habitants (http://www.mpps.gob.ve/ms/direcciones_msds/Epidemiologia/Estadistica/Archivos/MortalidadGeneral.pdf). En 2005, le taux de décès par mort violente (homicides et suicides) chez les hommes était de 60 pour 100 000, alors que pour les femmes il était de 5 pour 100 000 (http://www.mpps.gob.ve/ms/direcciones_msds/Epidemiologia/Estadistica/Archivos/MortalidadGeneral.pdf). En 2006, le groupe d'âge de 5 à 24 ans, à prédominance masculine, représentait 35 % (25 497 cas) des décès pour causes autres que la maladie et la mort naturelle (<http://www.mpps.gob.ve>). Le nombre de plaintes pour violence contre les femmes et les filles a augmenté mais il faut encore perfectionner les registres officiels, et les intégrer dans les institutions pour connaître avec plus de précision l'ampleur et les caractéristiques de ce problème.

6. La situation de l'environnement et les risques naturels sont très préoccupants. Vers la fin des années 90, la multiplication des établissements humains dans des zones vulnérables concernait plus de 60 % de la population (<http://www.undg.org/docs/8999/CCA-Venezuela-2006.doc>). Aux carences des services de base s'ajoutait l'exploitation excessive des ressources naturelles. Du fait de ce mode d'occupation, des catastrophes, comme celles qui ont frappé les États de Vargas, de Mérida et de Miranda, ont eu de graves conséquences humanitaires. En outre, la réglementation relative à l'environnement pour le secteur de la production en est encore à ses débuts, raison pour laquelle près de 95 % des entreprises commencent à fonctionner avec des systèmes inadéquats de traitement et d'élimination des déchets. Le Venezuela a réalisé d'importants progrès en termes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Ces services atteignent 90 % des foyers dans les villes et les villages et 25 % dans les zones rurales (<http://www.undg.org/docs/8999/CCA-Venezuela-2006.doc>). Mais à ce jour, il n'y a toujours pas de système adéquat de collecte, de traitement et d'élimination des déchets ménagers. Le pays s'efforce de protéger ses ressources naturelles; 63 % du territoire est placé sous régime

administratif spécial (www.unesco.org/es/quito), mais il faut continuer de perfectionner les stratégies orientées vers la durabilité et l'efficacité opérationnelle.

II. Coopération passée et enseignements tirés de l'expérience

7. Dans le programme de coopération 2003-2007, prorogé jusqu'en 2008 d'un commun accord entre le Gouvernement et le PNUD, la notion de développement humain est devenue le référent national pour la formation de l'opinion publique et la formulation de politiques et d'engagements concrets, principalement aux niveaux infranationaux. La capacité de production de statistiques nationales a été renforcée, même s'il faut encore développer les méthodologies permettant de mesurer la pauvreté, mettre au point la production de statistiques sur la violence, le VIH et l'égalité entre les sexes et renforcer les capacités techniques et opérationnelles aux niveaux de l'État et des municipalités. Le Gouvernement national a fait preuve de son intérêt permanent pour la réduction de la pauvreté et de son engagement en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); mais il importe de développer l'élaboration de politiques à long terme visant à réduire la pauvreté et à promouvoir l'insertion sociale, les méthodologies permettant d'ancrer les OMD à l'échelon local et de les adapter aux pays et à ses particularités régionales et la définition d'indicateurs pour mesurer l'impact de l'investissement public à partir d'une plate-forme interinstitutions.

8. Les valeurs démocratiques ont fait l'objet d'une large diffusion et des ressources ont été affectées à la création d'une culture de paix; dans cette optique, le programme a appuyé le développement de groupements, de réseaux et d'espaces orientés vers le dialogue social, a proposé une formation aux instruments et mécanismes permettant de régler les différends par des moyens pacifiques et à institutionnalisé la relation avec des réseaux tels que la Paix en mouvement. L'efficacité de ces actions et les besoins actuels du pays incitent à continuer de mettre en place des stratégies principalement orientées vers les jeunes pour promouvoir la cohésion sociale et prévenir la violence. À cet égard, le programme des orchestres d'adolescents offre un partenariat stratégique pour le prochain cycle de programmation, eu égard à l'efficacité qu'il a démontrée dans la promotion de l'insertion et de la cohésion sociale.

9. La réalisation de programmes et de projets intégrant les technologies de l'information et de la communication (TIC) a été soutenue. D'importants efforts ont été faits pour appuyer les réformes et la modernisation administrative de divers secteurs gouvernementaux et il faudra continuer de renforcer les services publics, conformément aux priorités sectorielles établies par le Gouvernement. D'autre part, les secteurs public et privé ont élargi leur collaboration, ce qui a contribué à renforcer des entreprises.

10. Il est apparu avec évidence que, pour renforcer le développement durable et accroître le bien-être de la population, les milieux scientifiques et les responsables politiques doivent intégrer les questions de l'environnement et de la gestion des risques dans l'élaboration et l'application de politiques publiques, mieux faire connaître et reproduire les expériences menées à bonne fin, et adopter une culture de prévention des risques naturels. Considérant les dispositions des autorités et leur intérêt pour la collaboration internationale en matière de gestion des risques, il faut

espérer que le PNUD développera substantiellement son action dans ce domaine. Il est nécessaire de renforcer la formation et les connaissances techniques sur la gestion des risques naturels et anthropiques et de revoir en les améliorant l'application et la coordination des cadres juridiques à cet égard.

11. Selon les enseignements tirés du programme antérieur, il faudra qu'à l'avenir le PNUD développe une stratégie de communication capable de donner plus de visibilité aux expériences réalisées. Ce faisant, il contribuerait à institutionnaliser la stratégie fondée sur le développement humain et à souligner l'importance du partage des bonnes pratiques avec toutes les régions et tous les secteurs du pays.

III. Programme proposé

12. Dans le programme proposé, la priorité est accordée à quatre grands domaines de coopération :

A. Réduction de la pauvreté et des inégalités et réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

13. La coopération avec le PNUD doit s'organiser autour de cinq activités : a) renforcer les espaces de participation ouverts aux femmes et aux hommes pour promouvoir le développement socioproduit local et régional, avec le souci de l'égalité entre les sexes, en appuyant la création de réseaux de production, les méthodologies de la formation, la formation à la gestion et une insertion appropriée des espaces de production locaux et régionaux dans les dynamiques socioéconomiques du pays; b) appuyer la mise en place et l'extension, à la jeunesse en général et aux jeunes handicapés en particulier, de programmes d'insertion sociale par la musique, la culture et l'emploi; c) appuyer le renforcement des capacités institutionnelles et techniques du secteur gouvernemental pour la conception, l'application, le suivi et l'évaluation de politiques visant à réduire la pauvreté et les inégalités; d) améliorer les capacités nationales de mesurer la pauvreté par le renforcement du système statistique national; et e) faire connaître et diffuser la notion de développement humain, de façon à l'intégrer dans les plans nationaux et locaux. La coopération permettra d'intégrer des cadres conceptuels et des mécanismes d'insertion sociale et économique, des méthodologies permettant d'identifier les groupes vulnérables et des méthodes novatrices d'évaluation.

B. Partenariats pour le renforcement institutionnel et pour la promotion d'une participation sans exclusive

14. L'expansion et l'amélioration des modalités et mécanismes de participation citoyenne, l'incitation à la cohésion sociale, l'appui à la création d'organisations communautaires et le renforcement des capacités de l'État à fournir des services constituent le noyau des activités dans ce domaine. En collaboration avec les organismes du système des Nations Unies et d'autres partenaires stratégiques, il s'agira de réaliser des études, de fournir une assistance technique, de dispenser une formation, d'appuyer la planification et le suivi et de systématiser les expériences réussies, l'objectif étant de conforter les capacités nationales chargées d'assurer la protection et la promotion des droits de l'homme et la qualité de la vie. À cet égard,

le PNUD donnera priorité aux activités ci-après : a) encourager l'élaboration et l'application de cadres normatifs pour la protection des droits de l'homme et l'égalité entre les sexes; b) appuyer la mise en place d'instruments de planification et de gestion locales axés sur le développement humain et privilégiant la participation des femmes, des jeunes, des personnes d'ascendance africaine, des autochtones et des handicapés, dans une perspective de développement durable et de gestion des risques; c) aider à développer des solutions efficaces pour réduire la violence interpersonnelle et promouvoir le règlement des différends par des moyens pacifiques, en mettant l'accent sur les processus sociaux qui affectent particulièrement les femmes et les jeunes; d) appuyer, systématiser et mieux faire connaître les expériences d'organisations communautaires ainsi que la production de mécanismes efficaces à l'intention du contrôleur social.

15. En ce qui concerne l'équité, l'efficacité, l'efficience et la qualité de l'action, il s'agira : a) d'appuyer l'élaboration de modèles, de méthodologies et de protocoles de gestion de services publics fondés sur les droits de l'homme, en insistant sur la qualité et la transparence, à toutes les étapes, de la mise en place de bases conceptuelles à l'application et à l'évaluation, en passant par la définition de valeurs fondamentales de référence pour les services et la formation du personnel de l'administration publique; b) d'encourager l'adhésion à des mécanismes de transparence et de responsabilisation de même qu'aux principes du Pacte mondial et la mise en œuvre de mécanismes de contrôle social dans les organisations publiques, civiles, commerciales et privées; c) de favoriser le développement de la cohérence aux niveaux organisationnel, fonctionnel, procédural et systémique dans les organes publics sectoriels; et d) d'aider les institutions à concevoir, mettre en place et appliquer des systèmes permettant d'évaluer les effets des politiques et des investissements et la qualité de la gestion.

C. Gestion des risques et des catastrophes naturelles

16. La coopération du PNUD dans ce domaine doit : a) renforcer les capacités institutionnelles de gestion intégrée des risques et des catastrophes en appuyant l'étude, la production, l'utilisation et la diffusion de données et de statistiques détaillées sur les catastrophes; b) renforcer les capacités institutionnelles d'intervention pour la gestion intégrée des risques et des catastrophes, en appuyant la préparation de plans de secours; c) développer les mécanismes de dialogue et de recherche de consensus entre les divers participants sociaux dans la prévention des risques; et d) œuvrer dans le sens de la réduction des risques de catastrophe et de conflit par l'élaboration et une mise en application de mécanismes d'alerte rapide.

D. Environnement et développement durable

17. Conformément à la priorité nationale qui vise à établir une gestion écologique productrice de bénéfices durables, la coopération se propose : a) d'appuyer la formulation de plans d'aménagement du territoire susceptibles de conserver les bassins hydrographiques et la diversité biologique et de réduire la vulnérabilité dans les zones à risque; b) d'améliorer l'habitat urbain, en appuyant la fourniture de services publics ayant une faible incidence sur l'environnement, la gestion adéquate des déchets solides, l'élaboration et l'application de plans d'aménagement urbain et de relèvement des zones urbaines; c) de conserver et de préserver l'environnement

naturel en renforçant les pratiques de conservation des autochtones, la gestion adéquate des zones placées sous régime administratif spécial et des autres zones protégées, la préservation, le relèvement et l'aménagement des zones côtières et le développement agricole fondé sur des pratiques durables; d) d'encourager l'utilisation de technologies non polluantes et de sources d'énergie de remplacement renouvelables et écologiquement durables; et e) de promouvoir l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie en utilisant des technologies de meilleur rendement par unité d'énergie primaire et de moindre impact sur l'environnement.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

18. Le Ministère du pouvoir populaire pour la planification et le développement, par l'intermédiaire de la Direction générale de la Coopération technique internationale, est le principal partenaire du PNUD dans l'exécution du programme de pays. La coordination des activités sectorielles sera assurée avec les ministères et organismes respectifs. Le programme répond aux résultats attendus dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et son exécution sera réalisée en grande partie en coordination avec d'autres organismes du système des Nations Unies représentés au Venezuela. Le plan d'évaluation du programme accompagnera ce document, conformément à la nouvelle politique d'évaluation du PNUD. Au cours du présent cycle de programmation, il y aura au moins une évaluation d'impact pour chaque domaine de concentration stratégique ainsi que des évaluations de certains projets en fonction de leurs besoins et conformément aux conditions imposées par les institutions bailleurs de fonds.

19. Le programme pose comme principe l'adaptation aux changements conjoncturels qui peuvent se manifester dans le pays. Une évaluation à mi-parcours du programme aura lieu en 2011, afin d'identifier les résultats obtenus et les révisions qui s'imposent. L'exécution du Programme fera l'objet d'un suivi permanent, qui s'appuiera sur les indicateurs prévus dans le cadre de résultats et d'allocation des ressources qui figure à l'annexe 1. Ces processus seront menés à bien en tirant partie des systèmes de gestion du PNUD ainsi que des instructions et directives relatives aux politiques d'évaluation et d'audit du PNUD. Le Venezuela étant un pays à un stade intermédiaire de développement, les stratégies du programme ont essentiellement pour objectif d'améliorer les capacités nationales à promouvoir l'égalité et la durabilité, de consolider des institutions efficaces et transparentes et de dynamiser la coopération Sud-Sud. La coopération doit être axée sur la planification, la gestion et la mise en application de politiques publiques, en donnant la priorité à celles qui tendent à réduire les inégalités sociales et les inégalités entre les sexes, à promouvoir les droits de l'homme, à consolider la réalisation des OMD et à développer les capacités nationales.

20. Pour la période 2009-2013, il est prévu d'allouer un montant de 2 493 000 dollars des États-Unis, au titre des ressources ordinaires et un montant supplémentaire de 174,5 millions de dollars des États-Unis au titre d'autres ressources, qui proviendront essentiellement du Gouvernement, de prêts consentis par la Banque interaméricaine de développement et de contributions du PNUD, d'autres organismes du système des Nations Unies, de donateurs et, dans une moindre mesure, du secteur des entreprises. En outre, le Bureau du PNUD, en collaboration avec le Gouvernement, s'emploiera à établir des partenariats afin de mobiliser des ressources complémentaires.

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Venezuela (2009-2013)

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par élément du programme (en dollars É.-U.)</i>
Priorités nationales : Éliminer la pauvreté absolue et accélérer la réduction de la pauvreté en général. Renforcer les moyens de la gestion publique qui visent à réduire la pauvreté et les inégalités sociales ainsi que les inégalités entre les sexes.					
Résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement					
Développement sans exclusive, égalité et réduction de la pauvreté dans le cadre des OMD	Augmentation des espaces destinés à l'organisation sociale et économique dans le développement local	Élaboration et diffusion de méthodologies de formation à la participation aux activités socioproductives, avec une perspective sexospécifique. Établissement de plans municipaux de développement humain durable au niveau local, intégrant une perspective sexospécifique et la prévention des risques et liés à la réalisation des OMD. Élaboration de politiques et de mécanismes visant à intégrer les groupes et les travailleurs vulnérables au système de sécurité sociale	<p>Indicateur de l'exécution du produit : Nombre d'institutions dont les programmes intègrent des mécanismes d'insertion sociale. Nombre de politiques intégrant les OMD.</p> <p>Niveaux de référence : Insuffisance des instruments institutionnels susceptibles de faciliter l'insertion sociale, la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD.</p> <p>Niveau cible : 50 % des ministères du cabinet social intègrent des stratégies d'équité sociale et de réduction de la pauvreté, orientées vers la réalisation des OMD. 70 municipalités ont un plan de développement humain durable au niveau local.</p>	Cabinet social et économique; système public de microfinancement; gouvernements régionaux et locaux; secteur public et privé; Institut national de statistique; ONG	250 000 dollars provenant des ressources ordinaires, 3 millions de dollars provenant d'autres ressources
	Renforcement des capacités gouvernementales, à élaborer des politiques et des stratégies de réduction de la pauvreté et des inégalités	Mise en place de mécanismes de production et d'utilisation d'informations de qualité ventilées, à l'échelon local, avec des perspectives sexospécifique et interculturelle et axées sur les OMD. Élaboration de méthodologies permettant d'évaluer les effets des programmes sociaux,	<p>Indicateurs de l'exécution du produit : Nombre d'institutions menant des programmes pour réduire la pauvreté et les inégalités. Nombre d'institutions dont les plans et les budgets intègrent une perspective sexospécifique. Nombre de programmes évalués.</p> <p>Niveaux de référence : les dispositions prises au niveau institutionnel sont insuffisantes pour</p>	Ministères dans les domaines économique et social; Institut national de statistique; autres organismes du système des Nations Unies	240 000 dollars provenant des ressources ordinaires, 70 millions de dollars provenant d'autres ressources

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par élément du programme (en dollars É.-U.)</i>
		d'économie populaire et des missions. Application de méthodes de planification et de budgétisation ayant une perspective sexospécifique. Mise en place de programmes et de mécanismes d'insertion sociale, notamment à l'intention des adolescents, des jeunes et des handicapés	<p>promouvoir l'égalité. Les capacités sont insuffisantes pour produire des statistiques ventilées et des méthodes d'évaluation des investissements. Le développement d'un budget à perspective sexospécifique en est encore à un stade peu avancé</p> <p>Niveaux cibles : Il y a au moins deux nouveaux mécanismes pour améliorer la qualité de l'information. Il y a au moins quatre institutions dont les plans et les budgets intègrent une perspective sexospécifique.</p>		
	Renforcement des capacités nationales à examiner, analyser, formuler et créer des politiques de développement humain et à suivre les progrès dans la réalisation des OMD	Établissement, discussion et diffusion de rapports nationaux et de monographies sur le développement humain. Conseils fournis au secteur public pour l'intégration d'une perspective des droits de l'homme dans leurs politiques. Conception et mise à la disposition de la société de systèmes permettant de suivre et d'évaluer les progrès dans la réalisation des OMD en relation avec les politiques publiques et dans une perspective sexospécifique.	<p>Indicateur de l'exécution du produit : Nombre d'institutions intégrant une perspective de développement humain et le suivi des OMD.</p> <p>Niveaux de référence : La perspective du développement humain est peu utilisée et mal diffusée; les mécanismes de suivi des OMD sont insuffisamment développés.</p> <p>Niveaux cibles : Au moins quatre ministères ou institutions du cabinet social intègrent des perspectives du développement humain dans leurs plans et programmes. Au moins deux réseaux d'échange d'informations sur les droits de l'homme sont mis en place. Un forum ministériel est créé et mis en service pour le suivi des progrès dans la réalisation des OMD. Au moins cinq expériences d'ancrage des OMD à l'échelon local sont effectuées.</p>	Tous les ministères; les organismes du système des Nations Unies; les milieux universitaires, les ONG, l'Institut national de statistique	600 000 dollars provenant des ressources ordinaires, 1 million de dollars provenant d'autres ressources
<p>Priorités nationales : Développement de la participation et renforcement des capacités locales et communautaires. Promotion et protection des droits de l'enfant, des jeunes, des femmes, des autochtones et des personnes d'ascendance africaine. Efforts contribuant à réduire la violence au foyer et à l'extérieur et la violence sexiste, en accordant une attention spéciale aux droits de l'enfant et de la femme. Renforcement des unités administratives au service du citoyen de façon à</p>					

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par élément du programme (en dollars É.-U.)</i>
promouvoir la transformation de la société.					
Résultats du PNUAD					
Partenariats pour le renforcement des institutions et la promotion de la participation sans exclusive	Renforcement des capacités institutionnelles et sociales en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et la participation sans exclusive	Mécanismes permettant d'élaborer et d'appliquer les cadres normatifs et institutionnels nécessaires pour la protection des droits de l'homme et l'égalité entre les sexes. Instruments de planification/gestion qui favorisent la participation des femmes, des jeunes, des handicapés, des personnes d'ascendance africaine et des autochtones. Modèles et méthodes pour renforcer les capacités et la participation sociale afin de prévenir et de réduire la violence, y compris la violence sexiste	<p>Indicateurs de l'exécution du produit : Nombre de secteurs stratégiques pour la protection des droits de l'homme, disposant de cadres réglementaires et de protocoles de prise en charge opérationnels et coordonnés avec d'autres participants pertinents. Nombre de mécanismes mis en place pour la participation et la gestion sans exclusive</p> <p>Niveaux de référence : Insuffisance ou absence de cadres réglementaires et de protocoles de prise en charge pour la protection des droits de l'homme. Manque de coordination entre les institutions publiques et les réseaux sociaux de prise en charge et premiers stades du développement des mécanismes pour la participation et la gestion sans exclusive</p> <p>Niveaux cibles : Au moins cinq secteurs stratégiques pour la protection des droits de l'homme sont dotés de cadres réglementaires et de protocoles de prise en charge opérationnels et coordonnés avec d'autres participants. Mise en place de mécanismes pour la participation et la gestion sans exclusive</p>	Ministères des domaines social, économique et technologique; système d'administration de la justice; Service du défenseur du peuple; ONG, gouvernorats, mairies; milieux universitaires; système de microfinancement public; mouvement de femmes; Service national intégré de l'administration douanière et fiscale; conseils communaux; Institut national de statistique et Bureau national du budget	700 000 dollars provenant des ressources ordinaires, 2 millions de dollars provenant d'autres ressources
	Renforcement des capacités d'intervention, de la transparence, de l'efficacité et de la responsabilité	Élaboration et mise en œuvre de modèles, de méthodologies et de protocoles de services de base fondés sur les droits de l'homme, visant la qualité et la transparence; élaboration et utilisation d'instruments et de	<p>Indicateur de l'exécution du produit : Nombre d'institutions publiques dotées d'une meilleure capacité d'intervention grâce à la mise en place ou à l'amélioration de modèles, de méthodes et de protocoles de gestion de services visant la qualité, l'efficacité et la transparence</p>		47 000 dollars provenant des ressources ordinaires, 70 millions de dollars provenant d'autres

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par élément du programme (en dollars É.-U.)</i>
	institutionnelle	méthodologies permettant de mesurer les effets des projets d'investissements publics dans le développement régional	<p>Niveau de référence : Faible capacité des institutions publiques à proposer des interventions dans la transparence et avec efficacité</p> <p>Niveau cible : Au moins huit institutions publiques sont dotées de modèles, de méthodes et de protocoles de gestion de services mis en place, modernisés ou améliorés du point de vue de la qualité, de l'efficacité et de la transparence</p>		ressources
Priorités nationales : Renforcement des capacités nationales et locales en matière d'aménagement du territoire et de la gestion intégrée des risques, tenant compte des dangers naturels, technologiques et dus à des raz-de-marée					
Résultats du PNUAD					
Gestion des risques et prévention des catastrophes	Développement des capacités de gestion intégrée des risques et des catastrophes	Mise en place d'un système national d'information sur les catastrophes, avec une perspective sexospécifique et soucieuse de la diversité générationnelle. Plan d'alerte rapide actif dans les communautés à haut risque. Programme d'élaboration de plans municipaux d'alerte rapide pour les communautés. Mise au point d'une méthodologie permettant d'intégrer la gestion des risques avec une perspective sexospécifique soucieuse de la diversité générationnelle dans les plans de développement urbain local. Formulation d'un plan pour les soins d'urgence et l'aide humanitaire. Diffusion de	<p>Indicateur de l'exécution du produit : Nombre d'institutions nationales et locales dotées de plans de gestion intégrée des risques</p> <p>Niveau de référence : Absence de plan de développement et de programmes de gestion intégrant la gestion des risques</p> <p>Niveaux cibles : Au moins un organisme national, deux institutions locales et deux communautés ont en renforcement des plans de gestion des risques. Quatre programmes d'investissements publics sont évalués.</p>	Protection civile nationale, la Fondation vénézuélienne de sismologie, Ministère de la science et de la technologie; conseils communaux; mairies; Institut national vénézuélien de la géologie et des mines; organismes du système des Nations Unies	250 000 dollars provenant des ressources ordinaires, 1,5 million de dollars provenant d'autres ressources

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par élément du programme (en dollars É.-U.)</i>
		programmes d'échanges au niveau des pays de la communauté andine.			
Priorités nationales : Améliorer la qualité de l'environnement et des écosystèmes dans les zones rurales et urbaines. Mettre en place l'aménagement adéquat de zones protégées et d'écosystèmes productifs					
Résultats du PNUAD					
Environnement et développement durable	Accès élargi aux services environnementaux et énergétiques	Création, renforcement et consolidation des services de gestion de l'environnement urbain et rural. Communautés rurales dotées de sources d'énergie nouvelles et renouvelables en exploitation	<p>Indicateurs de l'exécution du produit : Nombre de localités ayant une gestion structurée de l'environnement. Nombre de communautés ayant des services énergétiques installés et en exploitation</p> <p>Niveau de référence : Inégalité d'accès aux bénéfices que procurent l'environnement et l'énergie au bien-être de la population</p> <p>Niveaux cibles : Dans cinq mairies, des services de gestion de l'environnement sont créés et opérationnels. Cinq communautés utilisent des sources d'énergie nouvelles et renouvelables</p>	Fondations publiques; ministères; compagnies d'électricité et sociétés pétrolières; mairies; organismes de coopération bilatérale; conseils communaux, missions	250 000 dollars provenant des ressources ordinaires, 4 millions de dollars provenant d'autres ressources
	Renforcement des capacités nationales à gérer les zones protégées et les déchets dangereux et utilisation productive et durable de la diversité biologique	Création d'un répertoire des bonnes pratiques de production respectueuses de la diversité biologique. Mise en pratique d'un système de financement public pour une production agricole durable. Élaboration d'un système de gestion des zones protégées. Programme pilote national de développement des capacités locales à gérer les déchets et résidus dangereux	<p>Indicateur de l'exécution du produit : Nombre de zones protégées à utilisation productive durable</p> <p>Niveaux de référence : Les capacités nationales n'ont pas la coordination voulue pour gérer l'environnement aux niveaux local, de l'État et national.</p> <p>Niveaux cibles : Cinq organisations nationales ou locales sont équipées. Trois zones protégées sont dotées de cadres réglementaires.</p>	Fonds de développement agricole, des pêches, des forêts et autres domaines apparentés; ministères; FAO; Institut national des parcs; organismes de coopération bilatérale, Petroleos de Venezuela, S. A.	15 millions de dollars provenant d'autres ressources

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par élément du programme (en dollars É.-U.)</i>
	Adoption de mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets et réduction des émissions de gaz à effet de serre	Mise au point d'instruments permettant d'intégrer des spécifications techniques sur l'efficacité énergétique. Campagne de vulgarisation sur les effets des changements climatiques et promotion d'actions correctives. Plan d'adaptation du secteur agricole aux effets des changements climatiques pour veiller à la sécurité alimentaire	<p>Indicateurs de l'exécution du produit : Nombre de plans d'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole. Nombre de mesures visant à atténuer les effets des changements climatiques dans les secteurs prioritaires</p> <p>Niveau de référence : Absence de mesures d'adaptation et d'atténuation pour protéger en particulier les populations vulnérables</p> <p>Niveaux cibles : Un plan d'adaptation du secteur agricole. Un plan d'atténuation pour le secteur de l'énergie. Réalisation d'au moins trois activités de vulgarisation</p>	Ministères; instituts de développement industriel; les médias; FAO; gouvernorats et associations d'agriculteurs	8 millions de dollars provenant d'autres ressources

Annexe 2

Acronymes et sigles

BCP	Bilan commun de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisations non gouvernementales
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TIC	Technologies de l'information et de la communication
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
